

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 726

Artikel: Petite question : les pères la vertu
Autor: Kaiser, Edm.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016907>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

justifiées, rien n'étant parfait dans ce bas monde...». L'enjeu serait donc de nous opposer de façon décidée à tous ceux qui nient que nous sommes les meilleurs et qui veulent faire croire que nos activités économiques innocentes (cependant très internationales) auraient aussi des effets négatifs (Nestlé). Les intellectuels, agents de la campagne de diffamation internationale, recherchant le «monopole téléologique» et ne fournissant aucun «travail réel», ne peuvent — semble-t-il — que recourir au «langage idéologique (qui) est construit pour exclure la réalité (et) y substituer des pseudo-faits».

PENCHANTS TOTALITAIRES

L'originalité du livre en tant que phénomène culturel et politique réside dans sa teneur offensive. Si en 1972, H. Tschäni prétendait que les conservateurs-patriotes ne se sentaient pas obligés d'argumenter leur cause, aujourd'hui les choses vont autrement. Fasel lance un appel ardent aux entrepreneurs (ceux qui fournissent donc le travail réel dans ce pays?) pour qu'ils ne cèdent pas le terrain de la propagande aux intellocrates mais se défendent en réinventant les relations publiques (les «vraies», bien sûr). Il leur rappelle la guerre subversive généralisée qui veut affaiblir l'économie de marché au profit d'un dirigisme sovié... A en croire Mannheim, cet appel restera illusoire. Car le conservatisme ne pourra jamais que réagir au lieu d'agir, ce qu'il a à proposer restera toujours paradoxal. Aussi paradoxal que cette étrange combinaison de multinationalisme marchand et d'hypernationalisme culturel. Pousser au bout le système capitaliste, puis déplorer qu'il détruise les valeurs traditionnelles — on ne s'en sortira pas! Toujours est-il qu'un livre comme celui de Fasel est contestable. Serait-il aussi dangereux? Ses penchants totalitaires sont palpables. Celui qui prétend avoir le monopole du «langage normal» et qui caractérise toute opinion qu'il ne partage pas «d'idéologie» est lui-même un «idéologue» au pire sens du terme.

N. H. et S. K.

SWATCH

On remet les coucoux à l'heure

Lancement de la campagne publicitaire de la Swatch en France. Support: «Libération» et pas «Le Monde». Dans le choix du quotidien, déjà toute une image traditionnelle de la montre suisse qui change. Et c'est vraiment un monde de sophistication glacée et de fric qui s'écroule lorsque McCann Erickson Zurich, chargé par ETA SA des relations publiques de la montre, explique (dans «Libération» du week-end dernier) sa démarche: «Le produit correspond à tout ce que nous croyons savoir du lecteur de «Libération»: la modernité décontractée, des hommes, des femmes qui vivent leur époque en non-conformistes actifs, qui cherchent le bien-vivre, qui dépensent, qui consomment du beau, de l'utile et du drôle. Swatch, c'est l'heure qui se moque de l'heure. C'est pourquoi nous avons choisi «Libération» comme vecteur privilégié.»

La «tradition de sérieux» a du plomb dans l'aile. Même si ce ne sont là que des mots pour vendre. Quand on sait à quel point l'image de la Suisse s'est longtemps confondue avec celle des horlogers de qualité, méticuleux et fiables, on a l'impression que le point de non-retour a été atteint avec ce déferlement des Swatch vendues au deuxième degré, voire même — horreur! — avec humour... Et que dire du fameux «swiss made», lorsque les créateurs de la Swatch lancent sans autre dans la conversation avec le journaliste de «Libé»: «C'est sûr que c'est bien joli la tradition, et que c'est très beau la mécanique horlogère. Mais aujourd'hui, on ne peut plus faire tourner une industrie en croyant que les gens vont dépenser deux mois de salaires pour s'acheter une montre. Et puis, le quartz, c'est aussi la tradition suisse, le sablier, c'est déjà du quartz...» Voilà peut-être le vrai prix

de la restructuration bancaire de l'industrie horlogère.

En Allemagne (de l'Ouest, faut-il le préciser), même vague de fond, organisée sans fausses pudeurs. Colossale manifestation à Francfort, par exemple. L'accent est un peu différent: on mise sur le gigantisme. La plus grande montre-bracelet du monde a ainsi été pendue, pendant quelques jours, à la façade de la Commerzbank. On rapporte que certains employés de ce respectable établissement ont été privé de lumière du jour parce que les fenêtres de leurs bureaux étaient obscurcies par cette Swatch surdimensionnée... Offensive ponctuée par une édition spéciale de «Bild/Frankfurt», distribuée à 75 000 exemplaires.

Le Suisse ne trait plus sa vache, vit de moins en moins paisiblement et change de montre comme de chemise.

PETITE QUESTION

Les pères la vertu

Radio suisse romande, jeudi 5 avril, sept heures du matin: «Le président Reagan compte faire interdire l'emploi des armes chimiques.»

D'un usage courant, cher aux Américains, aux Français, aux Russes, aux Israéliens et à de nombreux autres, le napalm est-il une «arme chimique»?

A noter que, pour la bonne bouche, en cas de besoin, nous disposons de notre propre réserve de napalm en Suisse. Le colonel Ulrich Imobersteg, chef de la division «protection armes chimiques» au Département militaire fédéral, peut renseigner.

Edm. Kaiser